



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

LICENCIEMENTS, RÉPRESSION ET CHANTAGE: ÇA SUFFIT!

Goodyear, PSA, Arcelor, Virgin, Sanofi, Candia, Petroplus... la liste des fermetures d'entreprises et des charrettes de licenciements n'arrête pas de s'allonger.

Comme si la destruction des emplois ne suffisait pas, s'y ajoutent ces derniers jour le dénigrement et la criminalisation de celles et ceux qui résistent, la menace et le chantage pour touTEs les salariéEs.

Pour tenter de briser la grève qui dure depuis plusieurs semaines contre la fermeture de leur usine, cinq militantEs de PSA Aulnay sont convoquéEs par la police et quatre d'entre eux/elles sont convoquéEs pour entretien préalable en vue de licenciements.

Alors que Goodyear annonce la fermeture de l'usine d'Amiens-Nord et la liquidation de 1200 emplois, la CGT largement majoritaire est montrée du doigt. Son «crime»: avoir refusé en 2007, le marché de dupe proposé par la direction, un accord échangeant travail en continu par 4 équipes tournantes – un rythme de travail exténuant- et le sacrifice de 450 (puis 800) emplois contre un investissement de 52 millions d'euros, puis avoir combattu en 2009 un projet de suppression des deux tiers des emplois et une cession du tiers restant à Titan. Depuis 6 ans, les salariéEs de Goodyear, se battent tant pour la défense des conditions de travail que contre les suppressions d'emplois.

Pourquoi tant de haine?

L'enjeu va bien au-delà des seuls Goodyear et PSA. Il s'agit de faire accepter l'Accord National Interprofessionnel signé par MEDEF-CFDT-CGC- CFTC qui prétend allier sécurisation de l'emploi pour les salariéEs et compétitivité pour les entreprises. En réalité cet accord est une attaque majeure contre les droits des salariéEs. Le point central du texte est la possibilité, si un accord d'entreprise est signé, d'imposer à toutE salariéE une baisse du salaire ou une augmentation du temps de travail, voire les deux à la fois, sans qu'il ou elle ne puisse refuser sous peine de licenciement. S'y ajoute la mobilité forcée, c'est-à-dire l'impossibilité de refuser d'aller travailler dans un autre site de l'entreprise. Le chantage et les menaces visent à imposer ce recul historique qui va être soumis très rapidement à la ratification par le Parlement. C'est ce qui explique le déchaînement actuel contre les grévistes.

Cet accord n'est en rien gagnant-gagnant. Les seuls gagnants sont les patrons qui obtiennent ce qu'ils réclament depuis des années, la baisse des salaires et la destruction du code du travail. En Grèce ou dans l'État espagnol, de telles politiques accélèrent le chômage et la précarité.

Il n'y a rien à garder dans l'accord, il ne doit pas être ratifié.

Après avoir repris à son compte les arguments du patronat et de la droite sur la nécessité de baisser le «coût du travail» au nom de la compétitivité, le gouvernement s'apprête à traduire dans la loi l'accord qu'il a lui même suscité. Il faut s'opposer à lui et le faire reculer!

Face à l'attaque concertée du patronat, il nous faut trouver le chemin de l'unité de toutes les boîtes en lutte. C'est toutes et tous ensemble que nous pourrons gagner!

POUR PRENDRE CONTACT:

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecriture@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :